

dre mal » capitaliste, attise le courant chauvin que le capitalisme allemand détermine parmi le prolétariat autour de la Sarre et étouffe la lutte révolutionnaire. Par contre, l'appel à la fidélité aux buts de la classe opprimée, le maintien des formulations de classe du prolétariat, permet aux ouvriers sarrois de poser les premiers pas — au delà de toutes les divergences chauvines — d'une lutte révolutionnaire en Allemagne et en France.

Mais il existe encore un autre subterfuge des partisans centristes et socialistes de la participation au plébiscite en vue d'un « moindre mal ». Les prolétaires sarrois doivent voter pour le statu quo au nom de l'auto-détermination des peuples, afin de rester un « peuple allemand » mais qui soit « libre ». Chacun sait évidemment ce que signifie le statu quo. En fait, c'est le rattachement à la France (au travers de la gestion par la S. D. N., surtout grâce au régime douanier français en vigueur et au contrôle sur les mines et l'industrie sarroises par des compagnies françaises), c'est-à-dire l'incorporation au bassin de la Lorraine. Par conséquent, nous n'insisterons plus sur cet aspect du problème. Mais ce qui est certes très intéressant c'est le principe d'auto-détermination des ouvriers de la Sarre, brandi même par l'impérialisme français, dont le représentant à Genève, feu Barthou, n'a pas manqué de réclamer des garanties afin que la consultation populaire de janvier 1935 soit faite sans contrainte. Ainsi, centristes, socialistes en accord avec Barthou, proclament l'inutilité de poser au prolétariat des objectifs spécifiques, mettent en évidence la menace hitlérienne, seul danger pour la « paix du monde », mais proclament la possibilité pour le prolétariat de se donner « librement » en vertu de « l'auto-détermination des peuples » un régime politique favorable à sa lutte. Lutter pour des objectifs révolutionnaires le prolétariat sarrois ne le peut, mais se donner « librement » un régime favorable à cette lutte est possible. Voilà dans quelles bêtises, dans quel crétinisme obscur tombent les confusionnistes. Mais derrière ce galimatias « libre » se dissimule la réalité qui est le front unique des centristes, socialistes et de l'impérialisme français, afin de donner au prolétariat sarrois une opinion capitaliste déterminée. Ainsi, à Paris pourront venir palabrer pour le statu

quo en Sarre, Max Braunn, des princes catholiques allemands, à côté de représentants S. F. I. O. et du P. C., au nom de la « libre détermination » du peuple sarrois. Puisque les ouvriers sarrois sont incapables de faire entendre leur voix révolutionnaire, le capitalisme français d'une part, allemand de l'autre, lui fabriquent sa conception.

Disons donc ouvertement qu'aucun parallèle n'est possible entre le cas de la Sarre où il s'agit de choisir entre deux impérialismes et des régions où selon l'interprétation qu'en avait donné le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., l'appui à des mouvements d'auto-détermination était subordonné à la lutte que ces mouvements auraient menée contre l'impérialisme et aux possibilités qu'ils auraient laissé aux communistes de mener une lutte strictement indépendante pour les intérêts historiques du prolétariat. Nous comptons d'ailleurs prochainement aborder l'étude de ce problème, particulièrement clarifié par les événements de l'après-guerre.

Pour ce qui, par conséquent, de la Sarre, sa séparation de l'Allemagne, fit évidemment partie du butin de guerre réalisé par la France, mais, le régime spécial qui y fut instauré : la commission de gouvernement contrôlée par la S. D. N., fut uniquement fonction de l'écrasement de la menace révolutionnaire. La France aurait pu réclamer à Versailles — comme elle le fit d'ailleurs — le bassin de la Sarre détaché de son territoire en 1815 par le Traité de Vienne. Mais elle comprit rapidement que cette exigence aurait accéléré le cours révolutionnaire dans toute l'Allemagne, par là même menacé, la France et rendu intenable la position de la social-démocratie allemande qui avec ses Noske, ses Scheidemann, représentait alors le principal bastion de la contre-révolution. Par contre, en 1928, l'impérialisme français prit l'initiative de l'occupation de la Rhur en misant sur un développement du courant nationalisme en Allemagne qui aurait étouffé l'envolée insurrectionnelle des masses et stimulé le chauvinisme français.

Après la défaite des ouvriers allemands en 1923, défaite se répercutant en Sarre, le conflit inter-impérialiste pour la possession du bassin s'est graduellement développé pour atteindre sa pleine expansion après la victoire de Hitler. Aujourd'hui donc « auto-détermination de la

Sarre » ne peut avoir un sens que s'il s'agit d'une lutte simultanée contre les deux impérialismes qui se disputent le pays, et qui ne peut être le fait que du prolétariat seul. Mais alors au lieu d'employer des expressions qui prennent un sens réactionnaire dans la situation actuelle, qui permettent à l'Allemagne de s'appuyer sur des couches ouvrières en Sarre, pour lutter contre « l'impérialisme français », ou inversement à ce dernier d'entraîner, par le canal des centristes et socialistes, les prolétaires dans une lutte contre « le fascisme hitlérien », il vaut mieux dire qu'« auto-détermination du peuple sarrois » représente une détermination au profit de l'impérialisme à laquelle le prolétariat doit opposer sa lutte pour la révolution prolétarienne.

Actuellement en Sarre, il n'y a donc aucun problème « d'auto-détermination de peuple », mais uniquement une compétition inter-impérialiste entre la France et l'Allemagne dont le prolétariat, par sa faiblesse est la proie.

Les rapports officiels émanant de la commission de gouvernement (1) qui régit la Sarre au nom de la S. D. N., expriment bien cette particularité des situations. De ceux-ci se dégage clairement la préoccupation suivante : « appuyer » le mouvement ouvrier sarrois relié à la France pour l'utiliser contre l'Allemagne. Notons en passant que cette commission adopta le 31 mai 1933, donc après la victoire de Hitler, une ordonnance qui eut pour but « d'assurer à ces syndicats (sarrois) la conservation et la libre disposition des biens constitués par les cotisations versées par leurs membres au cours des années précédentes ». En outre, cette commission adopta des dispositions, afin d'aider matériellement les organisations syndicales sarroises qu'elle transforma d'ailleurs en Centrales autonomes, protégées par la loi contre les « organisations à caractère politique exerçant une activité incompatible avec l'état de droit créé

(1) Celle-ci est nommée par le Conseil de la S. D. N. et se compose d'un français, d'un sarrois et de trois membres ressortissants de trois autres pays que la France et l'Allemagne. Cette Commission détient tous les pouvoirs détenus auparavant par le Reich, la Prusse, la Bavière et est responsable devant la S. D. N.

dans le territoire de la Sarre », c'est-à-dire contre le « Deutsche Front » hitlérien qui groupe sous la bannière du capitalisme allemand des couches d'ouvriers voyant dans la domination française la cause unique de leur misère.

En somme, la victoire hitlérienne au lieu d'apporter des éléments pour la lutte prolétarienne en Sarre a permis au capitalisme international de déplacer le front de la lutte entre les classes en compétition inter-impérialiste où disparaissent complètement les ouvriers.

Les centristes et les socialistes en plein accord avec la commission du gouvernement appellent désormais les prolétaires sarrois à se concentrer pour la bataille « antifasciste » à remettre — comme le prolétariat autrichien — son sort, celui de ses organisations de classe entre les mains de l'impérialisme « démocratique » français. Et cependant cette position revient à créer les conditions qui permettront également aux forces du capitalisme d'abattre les institutions ouvrières. En effet, il existe entre organismes ouvriers et capitalisme une opposition organique, bien que ceux-ci puissent devenir des armes dirigées par le réformisme et le centrisme contre le prolétariat. Mais il n'en est pas moins vrai que, même dans ce cas il arrive un moment où les contradictions inter-capitalistes d'une part, entre fractions d'une même bourgeoisie d'autre part, obligent la classe dominante à écarter toute structure de classe autour de laquelle le prolétariat pourrait se concentrer en chassant les traîtres qui le dirigent. C'est la raison pour laquelle le capitalisme français permit le massacre des ouvriers autrichiens, la destruction de leurs organisations de classe, jalon nécessaire pour la préparation de la guerre. Demain la Commission du Gouvernement de la Sarre n'hésitera pas à prendre des mesures de destruction envers le prolétariat sarrois que l'on désagrège aujourd'hui, en vue de la préparation d'un conflit impérialiste dont l'éclatement demande la suppression de toute aspérité. Il est donc clair que choisir entre la démocratie et le fascisme c'est également choisir la destruction certaine des organismes prolétariens : ses deux formes de domination capitaliste devant aboutir à incorporer le prolétariat pour la guerre impérialiste qui se prépare. En outre, en Sarre, ce choix représente ou l'appui au